

Member's Motion submitted to Agriculture and Rural Affairs Committee

Meeting date: 2 April 2026

Moved by: Chair David Brown

Motion Title: Motion - Councillor D. Brown - Review of Rural Transit Area A Funding Model and Feasibility of Private Mass Transportation Partnerships

ACS File No.: ACS2026-OCC-CCS-0033

Ward(s): Orleans East-Cumberland (01), West Carleton-March (05), Orleans South-Navan (19), Osgoode (20), Rideau-Jock (21)

Motion d'un membre soumise au Comité de l'agriculture et des affaires rurales

Date de la réunion : 2 avril 2026

Motion de : Président David Brown

Titre de la motion : Motion - Conseiller D. Brown - Examen du modèle de financement pour le secteur de transport en commun rural A et possibilité de partenariats avec des sociétés de transport de masse privées

Dossier n° (ACS) : ACS2026-OCC-CCS-0033

Quartier(s) : Orleans Est-Cumberland (01), Carleton Ouest-March (05), Orleans Sud-Navan (19), Osgoode (20), Rideau-Jock (21)

MOTION

WHEREAS demand for expanded mass transit options in rural Ottawa has increased as rural communities continue to grow and more residents commute to employment, education, health care and essential services; and

WHEREAS the City's rural transit funding framework, including the Rural Transit Area A funding model, is intended to allocate costs in a fair, transparent and evidence-based manner; and

WHEREAS concerns have been raised that the current Rural Transit Area A funding model may not reflect actual service levels, benefit received, ridership demand, or comparable treatment across rural wards and villages; and

WHEREAS private mass transportation companies already operate in the region and many hold existing transportation contracts with the City of Ottawa and

surrounding municipalities, and may be able to supplement service for rural commuters and improve interconnectivity between villages and major hubs; and

WHEREAS any supplemental service should be assessed for integration with the City's transit network and standards, including accessibility, safety, reliability, customer experience, and fare and transfer interoperability where feasible;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Agriculture and Rural Affairs Committee recommend Council direct City staff to review the Rural Transit Area A funding model and report back to the Agriculture and Rural Affairs Committee, including:

- a) a description of how the model allocates costs among rural areas/wards and the inputs driving those allocations;
- b) an analysis of alignment between costs paid and transit benefit/service received (including service levels, frequency, span, coverage, ridership, and commuter demand);
- c) options to improve fairness and transparency, including potential adjustments to the model, parameters or boundaries, with estimated impacts by rural ward/village and any budget implications.

BE IT FURTHER RESOLVED that City staff be directed to evaluate the feasibility of engaging private mass transportation providers to supplement rural transit service for commuters and to enhance interconnectivity between villages and major hubs (e.g., Park & Ride lots, town centres and key employment areas), including:

- a) a scan of service models (including contracted fixed-route, peak-period commuter service, village-to-village shuttles, on-demand/microtransit, and feeders to rapid transit);
- b) procurement and contracting pathways, including whether existing City contracts may be leveraged or expanded, with estimated costs, risks, and timelines;
- c) minimum service standards and requirements, including accessibility (AODA), safety, reliability, customer service, data-sharing, and performance metrics;

- d) integration considerations with OC Transpo and the broader network (routing coordination, schedules, branding/wayfinding, and feasibility of fare and transfer integration including PRESTO where applicable); and
- e) opportunities for a time-limited pilot project in one or more rural corridors/villages, including recommended locations, expected outcomes, evaluation framework, and proposed funding sources.

BE IT FURTHER RESOLVED that staff incorporate the work already underway in response to Councillor Brown's amendment to Motion No. 2025-62-10 from the July 23, 2025 City Council meeting into the work and report required by this motion, and that a single consolidated report be brought forward to avoid duplication, satisfying the reporting requirements of both motions; and

BE IT FURTHER RESOLVED that the staff report include a recommended path forward and, where feasible, an implementation plan identifying decisions required, budget impacts (operating and capital), and a proposed timeline for any pilot(s) and/or changes to the Rural Transit Area A funding model; and

BE IT FURTHER RESOLVED that staff report back no later than Q3 2026, subject to staff capacity and procurement requirements.

MOTION

ATTENDU QUE la demande pour des options de transport en commun de masse dans les secteurs ruraux d'Ottawa a augmenté au fil de la croissance des collectivités rurales et de la population qui doit se déplacer pour se rendre au travail, à l'école, à des rendez-vous médicaux et aux points de services essentiels; et

ATTENDU QUE le cadre de financement du transport en commun en milieu rural de la Ville, y compris le modèle de financement pour le secteur de transport en commun rural A, vise à répartir les coûts d'une manière qui est juste, transparente et fondée sur des données probantes; et

ATTENDU QU'on craint que l'actuel modèle pour le secteur rural A ne reflète pas les niveaux de service réels, les avantages générés et la demande des usagers, ou ne soit pas appliqué de façon uniforme entre les quartiers et villages ruraux; et

ATTENDU QUE des sociétés de transport de masse privées sont déjà présentes dans la région, que beaucoup d'entre elles ont des contrats de transport avec la Ville d'Ottawa et les municipalités avoisinantes, et qu'elles pourraient être en mesure d'offrir des services complémentaires à la population des secteurs ruraux et d'améliorer l'interconnectivité entre les villages et les pôles majeurs; et

ATTENDU QUE ces services complémentaires devront être évalués en vue de leur intégration au réseau de transport en commun d'Ottawa et de leur harmonisation aux normes (accessibilité, sécurité, fiabilité, expérience client, tarifs, interopérabilité des correspondances) dans la mesure du possible;

PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU QUE le Comité de l'agriculture et des affaires rurales recommande au Conseil de demander au personnel de procéder à l'examen du modèle de financement pour le secteur de transport en commun rural A et de présenter au Comité :

- a) une description de la méthode de répartition des coûts du modèle entre les secteurs et quartiers ruraux, et des facteurs justifiant cette répartition;
- b) une analyse de la correspondance entre les coûts payés et les avantages et services reçus (niveaux de service, fréquence, étendue, couverture, achalandage et demande en matière de transports);
- c) des solutions pour améliorer l'équité et la transparence, notamment l'ajustement possible du modèle, des paramètres ou des limites, ainsi que les retombées escomptées pour les quartiers et villages ruraux et les implications budgétaires;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QU'il soit demandé au personnel municipal d'évaluer la faisabilité de recourir à des sociétés de transport de masse privées pour offrir des services complémentaires à la population des secteurs ruraux et améliorer l'interconnectivité entre les villages et les pôles majeurs (parcs relais, centres urbains, grands secteurs d'emploi, etc.), en analysant ce qui suit :

- a) Modèles de service (trajets confiés à des sous-traitants, service en période de pointe, navettes entre les villages, transport sur demande, microtransport et circuits de rabattement vers le réseau de transport en commun rapide);
- b) Processus d'approvisionnement et de passation de marchés, et possibilité de tirer avantage des contrats municipaux en vigueur ou de les élargir (coûts estimés, risques et échéanciers);

- c) **Normes de service et exigences minimales, notamment en ce qui concerne l'accessibilité (*Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*), la sécurité, la fiabilité, le service à la clientèle, l'échange de données et les indicateurs de rendement;**
- d) **Facteurs à prendre en compte pour l'intégration au réseau d'OC Transpo et au réseau dans sa globalité (coordination des trajets, horaires, image de marque, signalétique, harmonisation des tarifs et des correspondances avec intégration de la carte PRESTO);**
- e) **Possibilités de projets pilotes ponctuels dans un ou plusieurs couloirs et villages ruraux (emplacements recommandés, résultats attendus, cadre d'évaluation et sources de financement proposées);**

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le personnel intègre les travaux déjà entamés en lien avec la modification apportée par le conseiller D. Brown à la motion n° 2025-62-10, présentée à la réunion du 23 juillet 2025 du Conseil municipal, aux travaux et au rapport découlant de la présente motion, et qu'un seul rapport, satisfaisant aux deux motions, soit présenté pour éviter les chevauchements;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le rapport du personnel recommande la voie à suivre et, dans la mesure du possible, un plan de mise en œuvre faisant état des décisions requises, des répercussions sur les budgets de fonctionnement et d'immobilisations et de l'échéancier proposé pour tout projet pilote et pour les changements à apporter au modèle de financement pour le secteur de transport en commun rural A;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le personnel présente un rapport au plus tard au troisième trimestre de 2026, sous réserve de ses capacités et des exigences d'approvisionnement.

OPERATIONAL STAFF COMMENTS

Transit Services does not currently have budgeted staff resources or capacity to complete the work outlined in this motion during 2026 in addition to the existing work plan. If funding were allocated from outside the transit budget to this task, staff estimate that the one-time cost to hire an additional staff member temporarily or to retain a consultant would be in the range of \$150,000 to \$300,000 and that delivery could be complete by the end of Q4 2026.

Alternatively, with current staff resources, staff could deliver on items 1(a), 1(b), 2(b), 2(c), 2(d), and 3 of the motion by the end of Q3 2026.

Staff analysis and conclusions will be guided by current Council policy, past Council decisions, applicable current by-laws and contracts, and applicable current provincial legislation.

Staff will also be available at the Agriculture and Rural Affairs Committee meeting of Thursday, 2 April 2026 to respond to questions, as may be required.

FINANCIAL IMPLICATIONS

Staff will be available at the Agriculture and Rural Affairs Committee meeting of Thursday, 2 April 2026 to respond to questions, as may be required.

LEGAL IMPLICATIONS

Staff will be available at the Agriculture and Rural Affairs Committee meeting of Thursday, 2 April 2026 to respond to questions, as may be required.

DISPOSITION

Upon Committee and/or Council approval, staff will implement the recommendations in this motion, as appropriate.